



WATER RESOURCES COORDINATION UNIT
UNITE DE COORDINATION DES RESSOURCES EN EAU
UNIDADE DE COORDENAÇÃO DOS RECURSOS HÍDRICOS



©WWF



INTEGRATION DU GENRE DANS LA GESTION DES RESSOURCES EN EAU EN AFRIQUE DE L'OUEST

ANALYSE DE LA SITUATION ET ESQUISSE D'UN PROGRAMME D' ACTIONS



Financé par le Royaume de Danemark



SOMMAIRE

LISTE DES ABBREVIATIONS	4
INTRODUCTION	5
I- AIRE D'INTERVENTION ET CONTEXTE DU PROGRAMME	5
II. SITUATION DU GENRE DANS LA GESTION DES RESSOURCES EN EAU.....	7
2.1. Historique du genre	7
2.2. Situation du genre dans les domaines spécifiques liés à l'eau en Afrique de l'Ouest.....	7
2.3. Les contraintes de l'intégration du genre dans la gestion des ressources en eau en Afrique de l'Ouest	Erreur ! Signet non défini.
2.4. Les engagements et opportunités pour une meilleure intégration du genre dans la gestion des ressources en eau.....	Erreur ! Signet non défini.
III. ESQUISSE D'UN PROGRAMME D' ACTIONS	17
3.1. But et objectif	21
3.2. Activités et partenariat	21
3.3. Budget.....	24
3.4. Cadre Logique "Intégration du genre dans la gestion des ressources en eau en Afrique de l'Ouest"	26
3.5. Chronogramme et partenariat	28

LISTE DES ABBREVIATIONS

AEP	:	Approvisionnement en eau potable
AEPHA	:	Approvisionnement en eau potable, hygiène et Assainissement
AFAO	:	Association des femmes de l'Afrique de l'Ouest
BAD	:	Banque Africaine de Développement
CEDEAO	:	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CMS	:	Comité Ministériel de Suivi
CPCS	:	Cadre permanent de coordination et de suivi
CRCRE	:	Concertation sur les Ressources en Eau
CREPA	:	Centre Régional pour l'eau potable et Assainissement
CTE	:	Comité Technique des Experts
DSRP	:	Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté
EIER / ETSHER	:	Ecole Inter Etat d'Ingénieurs de l'Equipement Rural / Ecole des Techniciens Supérieurs de l'Hydraulique et de l'Equipement Rural
EU	:	Union Européenne
GIRE	:	Gestion intégrée des ressources en eau
GWA	:	Gender and Water Alliance.
IEC	:	Information, éducation communication
OMD	:	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONEA	:	Office Nationale de l'Eau et de l'Assainissement
PAGEV	:	Projet de Gouvernance de l'Eau dans le Bassin de la Volta
PAR-GIRE/ AO	:	Plan d'action Régional de Gestion intégrée des ressources en eau en Afrique de l'Ouest.
REFED	:	Réseau des femmes pour le Développement
UA	:	Union Africaine
UCRE	:	Unité de coordination de gestion des ressources en eau
WAWP	:	West Africa Water Partnership

INTRODUCTION

Ce document de projet découle de l'atelier de « **définition d'une stratégie pour l'intégration du genre dans la gestion des ressources en eau en Afrique de l'ouest** » tenu les 26 et 27 juin 2006 à Ouagadougou. Le processus de réflexion au cours de cet atelier a abouti à la définition de plusieurs axes stratégiques parmi lesquels trois (3) axes stratégiques prioritaires font l'objet du présent document de projet qui se structure de la façon suivante :

- I. Contexte du programme**
- II. La situation du genre dans la gestion des ressources en eau ;**
- III. L'esquisse d'un programme d'action et cadre logique.**

1. CONTEXTE DU PROGRAMME

1.1 Contexte

- les ressources en eau renouvelables de la sous région sont estimées à plus de 1000 milliards de mètre cubes (m³) avec un minimum de 8 milliards de m³ pour la Gambie et 280 milliards de m³ pour le Nigeria¹. Malgré sa relative abondance, la gestion de l'eau en Afrique de l'ouest fait face à de multiples problèmes naturels, socio-économiques, politiques, institutionnels et de nombreux défis à relever :
- le déficit hydrique, la lutte contre les inondations ;
- répondre aux besoins fondamentaux d'accès à l'eau de qualité convenable et en quantité suffisante ;
- renforcer la sécurité alimentaire par une mobilisation et une utilisation efficiente de l'eau ;
- la protection de l'environnement et des systèmes aquatiques ;
- la gestion des eaux des bassins partagés ;
- l'application et l'amélioration du cadre législatif et réglementaire ;
- l'implication des femmes et groupes vulnérables dans la gestion de l'eau

Dans ce contexte, les Etats de l'Afrique de l'Ouest, conscients que les problèmes liés à l'eau sont préjudiciables à leur développement économique et social ont enclenché un processus de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE).

La GIRE repose sur les trois critères fondamentaux que constituent :

- l'efficacité économique de l'utilisation de l'eau compte tenu de la rareté et du caractère épuisable de la ressource ;
- l'équité pour la reconnaissance du droit fondamental de chacun, pour son bien-être,
- la durabilité environnementale et écologique : les utilisations actuelles des Ressources en Eau devraient être gérées de façon à ne pas affaiblir les systèmes vitaux et mettre en danger l'utilisation de cette ressource par les générations futures.

¹ WATAC, 2001

En Afrique de l'Ouest, le processus GIRE a démarré avec l'organisation à Ouagadougou de la Conférence Régionale sur la gestion intégrée des ressources en eau en 1998 qui a eu comme résultats l'adoption de la « Déclaration de Ouagadougou ».

La poursuite des initiatives a abouti à :

- L'adoption d'un Plan d'Action Régional de GIRE de l'Afrique de l'Ouest par le Comité Ministériel de Suivi le 2 mars 2000 et par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO réunis à Bamako le 12 décembre 2000 ;
- La création par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO le 21 décembre 2001, d'un cadre permanent de coordination et de suivi (CPCS) de la GIRE et du Plan d'Action Régional, au sein de la CEDEAO. Ce cadre comprend quatre organes qui sont :
 - Le Comité Ministériel de Suivi (CMS) chargé de superviser le processus de suivi de la mise en application des recommandations de la Conférence ;
 - Le Conseil Régional de Concertation sur les Ressources en Eau (CRCRE), organe consultatif placé auprès du Comité Ministériel de Suivi, et constitué des représentants de toutes les parties prenantes du secteur de l'eau de la région ;
 - Le Comité Technique des Experts (CTE) institutionnalisant la réunion des Points Focaux Nationaux créés dans le cadre du processus de suivi, et renforcé par les représentants des organismes de bassins de la région ;
 - L'Unité de Coordination Régionale des Ressources en eau (UCRE).

1.2 Le mandat de l'Unité de Coordination Régionale des Ressources en Eau (UCRE).

L'UCRE est l'organe exécutif du cadre permanent de coordination et de suivi (CPCS) de la GIRE ayant rang de Département du Secrétariat Exécutif de la CEDEAO.

L'Objectif général de l'Unité de Coordination de gestion des Ressources en Eau est d'opérer la transition en Afrique de l'Ouest pour passer d'une gestion traditionnelle (sectorielle) de l'eau vers une gestion intégrée des ressources en eau.

La déclaration de Ouagadougou de 1998 a clairement défini les aires d'actions prioritaires pour faciliter cette transition. Les objectifs immédiats du PAR-GIRE/AO dérivent directement de quatre axes de concentration originels à savoir:

- mettre en œuvre dans les pays respectifs, un processus de gestion intégrée des ressources en eau, s'appuyant sur un Plan d'Action National de l'Eau ;
- créer un cadre de coopération régionale pour la gestion de l'eau, l'harmonisation des politiques et des législations en matière d'eau et les échanges d'expérience
- créer ou redynamiser les cadres de concertation entre pays riverains pour la gestion concertée des eaux des bassins partagés ;
- élaborer des stratégies nationales et régionales pour la mobilisation des ressources financières nécessaires à la gestion intégrée des ressources en eau.

Mandat est donné à UCRE pour assurer la coordination des programmes thématiques régionaux, dont la prise en compte de la problématique genre dans la GIRE en Afrique de l'Ouest.

La prise en compte de la problématique genre figure explicitement dans les documents d'orientation du processus GIRE en Afrique de l'Ouest. Une fiche de programme succincte appelant au lancement d'activités dans ce domaine est incluse dans la formulation initiale du PAR-GIRE/AO.

C'est dans ce cadre que l'UCRE a proposé de développer une stratégie pour l'intégration du genre dans la gestion des ressources en eau. Ce programme d'actions propose les axes prioritaires d'intervention et un budget estimatif. Il a été conçu suite à l'atelier sur le genre et eau organisé sous l'égide de l'UCRE en juin 2006 (voir rapport d'atelier), sur la base d'une consultation des parties prenantes et d'une revue bibliographique fouillée.

Ce document fait l'état des lieux de la situation du genre dans la gestion des ressources en eau et propose une esquisse de programme pour une meilleure intégration de l'approche genre dans la gestion des ressources en eau.

2. SITUATION DU GENRE DANS LA GESTION DES RESSOURCES EN EAU

2.1 Historique de l'approche genre dans le processus de développement

La problématique de la femme et l'approche genre en matière de développement ont évolué à travers les décennies écoulées.

Jusqu'au début des années 1970, les politiques de développement se sont penchées sur les besoins des femmes dans le contexte de leur rôle en tant qu'épouse et mère. Appelée approche du « bien-être », l'accent portait sur la santé de la mère et de l'enfant, l'assistance à l'enfance et la nutrition. L'on considérait alors que les avantages des stratégies macro-économiques orientées vers la modernisation et la croissance allaient toucher les femmes qui bénéficieraient de l'amélioration de la situation économique de leurs maris. Les femmes étaient des réceptionnaires passives de ces avantages. Les services sanitaires, d'hygiène et de l'eau étaient reconnus comme des services relevant de la responsabilité des femmes.

A partir des années 1970 et 1980, l'approche Femmes et Développement visait à intégrer les femmes dans le processus de développement en les ciblant souvent dans des activités spécifiques qui concouraient à l'amélioration des revenus. Bien que plusieurs projets ont contribué à améliorer leur santé, les revenus ou ressources à court terme, ces projets n'ont pas transformé les relations inégales entre l'homme et la femme. Plusieurs de ces projets ont périclité car ils n'ont pas pris en considération les multiples rôles des femmes et la surcharge de leur temps de travail déjà supérieur en moyenne à celui des hommes de 4 à 5 h/jour (AFD, BM, 2002).

Depuis la fin des années 1980, l'approche Genre et Développement a eu une dimension de généralisation pour s'imposer sur le terrain du développement. Elle a été développée dans le but de réduire les disparités sociales, économiques et politiques entre les femmes et les hommes et promouvoir un développement équitable.

Les deux approches "Femmes dans le Développement" et "Genre et Développement" sont encore utilisées.

2.2 Analyse de la situation du genre dans les domaines spécifiques liés à l'eau en Afrique de l'Ouest

2.2.1 Genre et gouvernance de l'eau

Depuis les années 90, la communauté internationale a reconnu le fait que la bonne gouvernance joue un rôle important dans l'amélioration des conditions de vie des peuples.

Une mauvaise gestion des ressources en eau a des impacts négatifs sur les populations pauvres à cause des services non fiables, d'un coût élevé pour des prestations non efficaces et non performantes et qui même parfois bénéficie aux riches. Une meilleure gouvernance en matière d'eau peut donner lieu à un développement équitable des ressources en eau et permettre l'accès de tout le monde à ces ressources. Des problèmes persistants de développement, ainsi que les crises d'eaux actuelles et prévues traduisent des défaillances de gouvernance (PNUD, 2002). Il semblerait donc qu'il existe une corrélation entre la mauvaise gouvernance en matière d'eau, la pauvreté persistante et l'accès inadéquat des groupes défavorisés à l'eau ce qui mène à un retard de développement.

En Afrique de l'Ouest, la question de l'intégration du genre dans la gouvernance de l'eau a été rarement documentée malgré les nombreuses études sur la gouvernance de l'eau¹. Une récente étude de Cas du Nakambé (Volta blanche) –Burkina Faso, et du Projet de Gouvernance de l'Eau dans le bassin de la Volta (PAGEV) a permis de tirer les leçons suivantes (Lamizana MBD, 2005) :

- *Le fait que les femmes soient impliquées dans les projets ne signifie pas automatiquement que les questions de genre soient prises en compte.* En effet, travailler dans une perspective de genre implique d'aborder la question des inégalités entre les hommes et les femmes, de les reconnaître et de chercher à les réduire à travers la mise en œuvre d'actions stratégiques, tout en répondant aux besoins spécifiques des hommes et des femmes.
- *Le changement de mentalité étant un processus de longue haleine, les actions de renforcement de capacité menées tant par le PAGIRE que le PAGEV doivent se poursuivre et se compléter car sensibiliser les responsables des institutions à la question du genre constitue la première étape de la mise en œuvre.*

En résumé, l'atteinte d'une bonne gouvernance de l'eau est commise à un certain nombre d'actions stratégiques telles que :

- La volonté et l'engagement politique
- L'adoption d'une approche transparente, cohérente et équitable ;
- La mise en œuvre d'actions concrètes sur le terrain ;
- Le renforcement des capacités des institutions et des acteurs.
- L'utilisation des canaux de relais de l'information et de suivi

2.2.2 Genre, approvisionnement en Eau Potable, Hygiène et Assainissement

L'approvisionnement en eau, la promotion des installations sanitaires et de l'hygiène et l'éducation pour la santé doivent être perçus comme une unité intégrée si l'on veut réaliser un vrai progrès dans l'amélioration de la santé et du bien-être des pauvres. L'analyse de ce secteur est faite à partir d'une recherche menée par le CREPA sur les rapports de genre dans le secteur de l'eau, d'hygiène et d'assainissement

Le genre dans les Institutions intervenant dans l'AEP, l'Hygiène et l'Assainissement.

Les résultats de l'étude montrent une grande disparité de genre entre les cadres hommes et femmes des métiers de l'eau, d'hygiène et d'assainissement au niveau des institutions intervenant dans le secteur. Cette disparité s'observe au niveau du recrutement par une prédominance des candidatures masculines mais aussi au niveau des postes de responsabilité.

¹ (cf. doc IUCN, http://www.iucn.org/places/brao/articles/0411/ELP_pub.pdf).

Par ailleurs, l'analphabétisme des femmes ne leur donne pas des compétences spécialisées pour faire valoir un savoir faire capable de les positionner dans les instances de décision en matière de gestion des ouvrages d'AEPHA.

La faible représentativité des femmes au niveau des postes de prise de décision dans les comités de gestion résulte d'un certain nombre de facteurs liés à :

- La persistance des perceptions traditionnelles du rôle de la femme dans le foyer
- Le niveau de Scolarité / insuffisance de formation des femmes
- La méconnaissance de l'importance de l'approche genre

2.2.3 Genre et politique du secteur de l'Approvisionnement en Eau Potable, l'Hygiène et l'Assainissement.

Quelques avancées notoires ont été relevées. Au Ghana, une politique environnementale nationale a été formulée en 1999 par le Ministère des collectivités locales. Le document a mentionné que les installations sanitaires constituent un bien public et sont donc la responsabilité de tous les citoyens, des communautés, du secteur privé, des ONG et des institutions publiques.

Après le Sommet Mondial sur le Développement Durable, le Sénégal a été un des premiers pays à créer un ministère directement responsable de la promotion sanitaire et de l'hygiène (le Ministère de la Santé et de l'Hygiène actuellement). Bien que les rôles des hommes et des femmes ne soient pas spécifiés dans ces politiques nationales, les responsabilités des ménages et des organisations communautaires y sont incluses.

Certaines institutions de coopération ont aussi intégré l'approche genre dans les politiques et stratégies d'intervention tels que l'UNICEF, la Coopération Danoise, l'ONG Britannique, Water Aid). L'UNICEF met l'accent sur la formation de son personnel et de ces partenaires ; un plaidoyer sur la nécessité de prendre en compte le genre dans les Institutions partenaires est entrepris auprès des décideurs. Au niveau communautaire, les stratégies utilisées par le programme eau, hygiène et assainissement de l'UNICEF (actions dans les écoles, la mise en place des centres d'encadrement et l'implantation des ouvrages) sont des portes d'entrée pour atteindre les populations et visent la réduction des disparités dans les rapports entre jeunes filles et garçons, entre hommes et femmes.

Au niveau institutionnel, DANIDA vise à travers le programme genre, eau et assainissement, à :

- Faciliter l'accès à l'eau aux populations ;
- Réduire la charge de travail des femmes et des enfants relative au transport de l'eau ;
- Renforce dans la mesure du possible, la participation des femmes aux activités du secteur ;
- Encourager les femmes à jouer un rôle important dans toutes les phases de la réalisation du projet.

Water Aid encourage l'intégration de la dimension genre dans toutes ses actions ; un guide de prise en compte du genre est élaboré à cet effet. Au niveau institutionnel, Water Aid veille toujours à ce que la parité homme/femme soit respectée dans le recrutement de son personnel et par les partenaires, surtout dans la constitution des équipes de volontaires de la promotion de l'eau dans les villages.

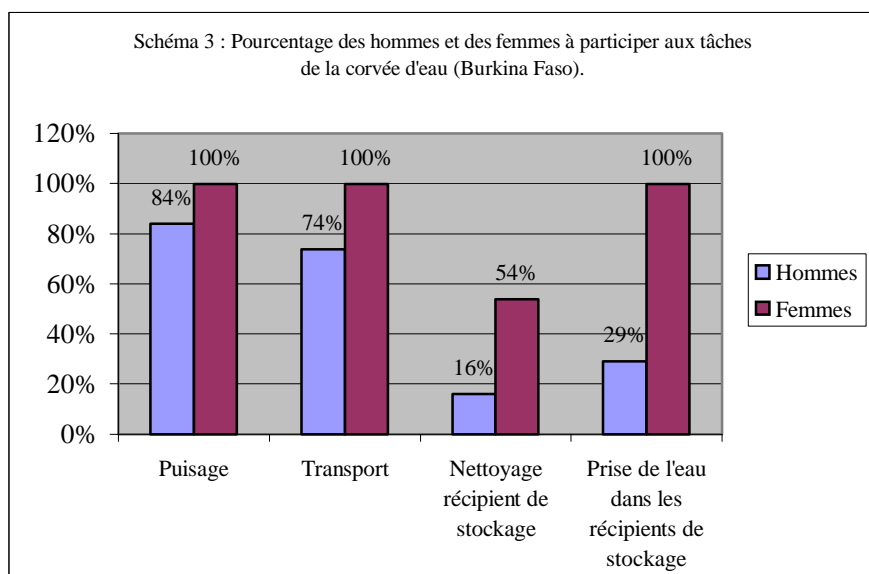
2.2.4 La participation selon le genre, à la prise de décision dans la réalisation des points d'eau.

Les résultats de l'étude CREPA montrent que certains projets ont été réalisés sans aucune participation des populations bénéficiaires dans le choix du site et de la technologie. A titre indicatif, au Mali, les études géophysiques et géomorphologiques ont servi de base pour l'identification de certains sites d'implantation. Pour la réalisation des puits busés qui sont des ouvrages communautaires, plus de 80 % des femmes enquêtées en Cote d'Ivoire, affirment ne pas y prendre part. Les chefs de ménage de sexe masculin demeurent les interlocuteurs privilégiés des équipes techniques².

Toutefois, pour la construction des bornes fontaines par L'ONEA au Burkina, l'aspect genre a été pris en compte dans la démarche pour la construction des ouvrages au niveau communautaire : des réunions ont été organisées avec les femmes pour définir les sites pour l'implantation des nouvelles bornes fontaines et pour les informer sur le mode de gestion et le planning ; une visite de terrain a été organisée après les réunions en compagnie des femmes pour identifier le site où sera implantée la nouvelle borne fontaine. Une rencontre de restitution sectorielle regroupant toutes les personnes ressources a été organisée pour faire la restitution de l'étude de faisabilité technique et du choix du site d'implantation par les femmes. Ce n'est qu'après cette restitution que l'on a considéré les choix comme définitifs.

Dans ce même pays, la gestion des bornes fontaines a été confiée aux personnes vulnérables dont les femmes, les personnes handicapées. Ainsi, au niveau du service d'eau cinquante quatre (54) associations de femmes et cent neuf (109) femmes individuelles gèrent les bornes fontaines. Les jeunes et les femmes sont encouragés à occuper des postes de responsabilité dans les associations des usagers.

2.2.5 La participation à la corvée d'eau selon le genre



D'une manière générale, on note que la participation à la corvée d'eau reste inégale selon le sexe (figure). La division sexuelle du travail se maintient au niveau de la corvée d'eau.

La collecte de l'eau domestique incombe aux femmes et aux filles qui prennent part, et de façon intensive, à toutes les tâches de la corvée d'eau.

Les hommes ne participent qu'à certaines tâches : puisage pour abreuver leur bétail; transport s'ils disposent d'un vélo ou d'une charrette, et pour les plus jeunes, avec des bidons. Cependant, il existe une différenciation selon l'âge.

Cette perception du rôle de la femme par rapport à la corvée d'eau est liée en grande partie aux considérations socioculturelles et à la division sexuelle du travail.

² Rapports de genre dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement dans six (6) pays membres du réseau CREPA (Burkina, Bénin, Côte d'Ivoire, Guinée Conakry, Niger, Sénégal). Rapport de synthèse – janvier 2006- Document provisoire.

2.2.6 Genre, eau à usage agricole et irrigation

Les systèmes agricoles et les rôles, les relations et les responsabilités des hommes et femmes engagés dans l'agriculture diffèrent selon les contextes agro écologiques et culturels. En Afrique Sub-Saharienne l'agriculture représente environ 70 à 80% de la récolte vivrière (GWA, 2006). Dans ce secteur, les femmes jouent un rôle critique gérant la terre, les ressources en eaux et le bétail, souvent seule en l'absence des hommes, bien qu'elles ne soient souvent pas reconnues comme « agricultrices ».³

Dans la plupart des pays en voie de développement, les femmes n'accèdent pas à la propriété des terres soit comme propriété privée (héritage), soit comme droits d'usufruit sur les ressources communes ou l'achat/location directe sur le marché, ce qui influe sur leurs stratégies de subsistance, sur leur sécurité alimentaire et leur statut social (Agarwal 1994). La jouissance indépendante ou conjointe de la terre peut permettre aux femmes d'accéder à des crédits agricoles auprès des banques en leur propre nom ou d'accéder à des services de vulgarisation agricole et des systèmes d'information qui ciblent typiquement les hommes. Quoique importantes pour les pauvres et les gens qui ne possèdent pas des terres, les réformes agraires, dans plusieurs pays, ne ciblent que les chefs de ménage de sexe masculin excluant les femmes de la propriété de la terre, ce qui affecte plus tard leurs prétentions à l'eau d'irrigation et à la participation aux institutions communautaires⁴

Irrigation : l'accès à l'irrigation et aux mesures de contrôle de l'eau est lié à la sécurisation de l'accès à la terre comme le démontre les difficultés rencontrées par les projets d'eau et d'irrigation qui n'ont pas tenu compte des droits d'usufruit des femmes. Suite à de meilleurs rendements sur les terres irriguées, les hommes peuvent réclamer aux femmes les terres dont elles ont l'usufruit pour les déplacer vers des parcelles moins productives en culture pluviale. De même les projets d'irrigation comportent des risques de genre importants lors de déplacements de communautés ou de pertes de privilèges (eau, terre, ferme, lot de bois). Au Maghreb, malgré la raréfaction de la ressource en eau, les économies d'eau qui pourraient être réalisées par les femmes sont négligées du fait de leur manque de connaissance sur le sujet⁵.

Généralement, les plans et les politiques d'irrigation ne prennent pas en considération les besoins et les priorités qui diffèrent entre hommes et femmes. Ils mettent l'accent sur la construction et la maintenance des systèmes, la bonne distribution de l'eau et une meilleure récolte agricole plutôt que sur la nature des cultures ou l'impact de l'irrigation sur les marchés du travail ou la co-existence d'usages productifs et d'autres de consommation d'eau (Cleaver 1998). Par exemple, les petites cultivatrices dans les zones agricoles pluvieuses d'Afrique utilisent moins d'eau pour les cultures vivrières que les systèmes agricoles des hommes qui cultivent un ou quelques produits de cultures « sèches » comme le sucre et riz.

Malgré la reconnaissance grandissante des différents besoins des femmes qui pratiquent l'irrigation, leur participation aux associations de gestion de l'eau est limitée ou inférieure à celle des hommes pour plusieurs raisons sociales et institutionnelles.

2.2.7- Genre et environnement des milieux aquatiques.

Les différents rôles et les responsabilités des femmes et des hommes dans l'utilisation et la gestion des ressources en eau sont étroitement liés au changement environnemental et au bien-être. Ceci est vrai pour la manière dont les hommes et les femmes affectent l'environnement à travers leurs activités économiques et ménagères ; les changements

³ (Hoeve et van Koppen 2005).

⁴ (Deere et Leon 1998, van Koppen 1998).

⁵ Séminaire de la FAO. « Le rôle de la femme dans la gestion de l'eau et, plus particulièrement, dans le secteur irrigué en Afrique du Nord et au Moyen Orient » Hammamet. 18-20 avril 2006.

environnementaux qui en résultent affectent également le bien-être des gens. Comprendre ces différences constitue une partie essentielle des politiques qui visent à de meilleurs résultats aux niveaux de l'environnement, de la santé et du bien-être.

Les femmes jouent un rôle critique dans le domaine de l'environnement et surtout dans la gestion des plantes et des animaux dans les forêts, les régions arides et les marécages. Les femmes rurales maintiennent une relation étroite avec les ressources naturelles, la collecte et la production des produits alimentaires, la biomasse combustible, la médecine traditionnelle et les matières premières. Les femmes et les enfants pauvres peuvent faire la collecte des sauterelles, des larves, des œufs et des nids de oiseaux pour nourrir leurs familles. (Van Est, 1997).

Au Burkina Faso, par exemple, les femmes rurales dépendent des fruits, des feuilles et des racines des plantes locales pour nourrir leurs familles en complément aux graines comme le millet et le sorgho. Plus de 800 espèces de plantes sauvages comestibles ont été cataloguées à travers la zone du Sahel seulement.⁶

2.3 Les opportunités et contraintes de l'intégration de l'approche genre ans la gestion des ressources en eau en Afrique de l'Ouest.

2.3.1 Un environnement politique et institutionnel favorable au niveau international et en Afrique de l'Ouest.

Au niveau mondial, la prise en compte de la problématique du genre est à l'ordre du jour dans les forums internationaux depuis plus d'une décennie et reconnu comme une nécessité pour promouvoir un développement équitable et durable.

La communauté internationale et les Etats africains se sont engagés sur le plan politique à améliorer les conditions des hommes et des femmes dans le secteur de l'eau tels circonscrites dans

- Les déclarations de la décennie de l'eau potable et de l'assainissement (1981-1990) ;
- Les principes de Dublin (1992) ;
- Les déclarations de la Conférence de Beijing (1995) ;
- La Déclaration des femmes lors de la conférence sur l'eau à Niamey en 2003
- Les recommandations du Sommet de Johannesburg (2005) ;
- Les objectifs de développement du Millénium qui entrent dans le même cadre que la décade "l'eau pour la vie" comprennent des objectifs portant sur l'égalité homme/femme et le renforcement du rôle de la femme dans la gestion des ressources en eau.

En guise d'exemple, la déclaration de Dublin approuvée par plus des cent (100) pays) et le principe n° 2 de Rio reconnaissent que « *les femmes jouent un rôle central dans l'approvisionnement, la gestion et la préservation de l'eau et que leur participation pleine et entière est particulièrement nécessaire* »,

Au niveau africain, la déclaration des femmes africaines à Niamey en 2003 est axé sur :

- L'égalité des droits, des responsabilités et de chances dans tous les domaines, particulièrement dans la Gestion des Ressources en Eau.

⁶ Easton et Ronald, 2000, PNUE, 2004.

- La nécessité de sensibiliser, former et éduquer les femmes aux problèmes liés à l'eau.
- L'adoption de plans nationaux et de stratégies pour permettre à au moins 50% des femmes africaines d'avoir accès à un approvisionnement amélioré en eau et en assainissement adéquat d'ici 2015.
- La promotion de l'implication des femmes dans le dialogue politique...
- La participation entière et efficace des femmes à tous les niveaux de la prise de décision ;
- La participation des hommes et des femmes dans les rôles influents à tous les niveaux de la gestion des ressources en eau.
- L'Amélioration de l'accès des femmes et des hommes à l'eau et aux services connexes à l'eau pour la satisfaction de leurs besoins essentiels.

Les participants à l'atelier de définition d'une stratégie d'intégration de l'approche genre dans la gestion des ressources en eau tenue à Ouagadougou les 26 et 27 juin 2006 ont identifié plusieurs contraintes qui sont d'ordre politico- institutionnelle, socio –culturel, et économique.

2.3.2 Opportunités et contraintes liées à la situation politico- institutionnelle

Les engagements politiques de part et d'autres ont facilité la mise en place de réformes politiques en faveur de l'intégration du genre dans la GIRE ainsi que la mobilisation de financement par les acteurs. Certains Etats disposent déjà de lois et codes de l'eau prenant en compte la dimension genre. Par ailleurs, ces engagements ont stimulé le démarrage à l'échelle régionale d'un processus de réflexion qui devrait aboutir à la mise en place d'une stratégie et d'un cadre de concertation tripartite impliquant la société civile, le secteur privé grâce à l'implication des organisations sous régionales (UCRE). Ces initiatives ont permis d'intégrer la dimension genre dans les processus d'élaboration des plans d'actions GIRE et le développement de plans et stratégies de promotion des femmes et du genre dans le secteur de l'eau.

Malheureusement, peu de résultats pratiques ont été obtenus dans l'opérationnalisation de ces engagements politiques compte tenu des contraintes liées :

- A l'insuffisance d'appropriation du concept de GIRE par les décideurs ;
- A la faible articulation entre les programmes de gestion de l'eau à l'échelle nationale et les engagements régionaux et internationaux ;
- A l'absence de mécanismes formalisés permettant de rendre opérationnel les engagements politiques.
- A la faible engagement des gestionnaires des bassins transfrontaliers pour intégrer le genre (environ 3 bassins sur 11)
- A la faible application des outils d'opérationnalisation des engagements politiques compte tenu du manque de décrets d'application des lois et de leur non appropriation par les populations à la base (insuffisance 'information et pression sociologique).

A niveau institutionnel, l'engagement des Etats à la GIRE a permis l'avènement de diverses organisations régionales de gestion de l'eau ayant en perspective l'intégration du genre dans ce secteur (ex. CPCS et WAWP). D'autres organisations de la société civile au niveau régional ont vu le jour afin de mettre la pression sur les décideurs pour une application effective des engagements prises sur le genre dans le secteur de l'eau. On peut citer entre autres l'AFAO, le REFED. A l'échelle nationale, on note la présence du Réseau des femmes de l'union du fleuve Mano pour la paix, du Réseau des ONG mixtes et organisations des

femmes intervenant dans le secteur eau, des comités locaux de l'eau avec quotas basés sur le genre, des Plates formes paysannes, des Associations des consommateurs, des mouvements écologiques etc.

Les processus de décentralisation en cours dans les pays membres de la CEDEAO, le dynamisme des associations féminines dans le secteur eau et la prise en compte la dimension genre dans des comités et agences de bassins versants sont des éléments qui montrent que des réformes sont en cours pour une meilleure prise en compte du genre dans le secteur de l'eau.

Cependant, il a été relevé la faible visibilité des institutions et organisations dans tout ce processus. Jusqu'à présent, ceux-ci ont développé des actions très limitées dans ce domaine compte tenu de facteurs inhérents à :

- La faiblesse du niveau de connaissance du concept genre appliqué à la gestion des ressources en eau ;
- L'absence des outils et de méthodes d'intervention prenant en compte la dimension Genre dans la gestion de l'eau ;
- L'insuffisance de l'expertise dans le domaine de l'intégration du genre dans la gestion des ressources en eau ;
- Et des contraintes liées à l'implication des acteurs et au financement

2.3.3 Opportunités et contraintes liées à l'implication des acteurs dans la gestion des ressources en eau.

La réussite de la transition vers la gestion intégrée des ressources en eau nécessite une implication des décideurs et des techniciens de l'eau mais aussi des opérateurs du secteur et des bénéficiaires à la base. A cet effet, les principes 3 et 4 de Dublin recommandent une implication effective de la femme et la participation de tous les acteurs aux instances de décision qui les concernent.

Depuis les années 1960, la communauté internationale et les principales organisations de femmes ont rudement œuvré pour une prise de conscience collective du rôle central de la femme. Il en a résulté

- une prise en compte du genre comme conditionnalité de financement de projets ;
- Une implication des femmes dans les comités de gestion d'eau et des unités de gestion d'eau (UGE) ;
- Une implication des ONG et groupements de femmes dans la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des projets et programmes d'eau.
- Le démarrage d'un processus d'instauration de quotas genre (ex. union africaine)
- La prise en compte du genre dans la mise en œuvre des OMD ;
- Et la reconnaissance du rôle primordial de la femme dans la gestion des ressources en eau

Au niveau de la recherche appliquée, la sous-région offre des opportunités aux acteurs pour leur formation supérieure dans les métiers de l'eau grâce à l'existence des structures à caractère sous-régional qui interviennent dans le secteur de l'eau (CREPA, groupe EIER – ETHSHER ou groupe 2iE, Centre AGRHYMET, Universités etc. On note l'existence de revues spécialisées permettant la dissémination de l'information relative au genre et à la GIRE.

Des partenaires tels que l'Alliance genre et eau (GWA) appuient les structures dans la formation sur le GENRE et GIRE.

Par ailleurs, il a été noté que le financement du secteur intéresse de plus en plus les partenaires financiers qui disposent de fonds bilatéraux pouvant faciliter la mise en œuvre de programmes genre et eau en Afrique de l'Ouest. Il s'agit notamment :

- Des fonds au niveau des facilités eau (EU, UA, BAD etc.)
- Des opportunités offertes par les partenaires de la CEDEAO etc.

Malgré ces efforts, la responsabilité des hommes et des femmes dans la gestion de l'eau (accès, contrôle, allocation des ressources et gestion des conflits) est encore disproportionnée entre les deux sexes. Ainsi, il a été noté l'insuffisance des cadres féminins dans les métiers de l'eau à cause de :

- L'insuffisance de bourses de formation supérieure dans les métiers de l'eau et
- Des coûts élevés des formations supérieures dans les métiers de l'eau
- La faible implication de la femme dans la conception et la mise en œuvre et le suivi des programmes eau.

Il a été relevé également la faible représentation de la femme dans les structures régionales de gestion de l'eau compte tenu des facteurs socioculturels, de la non information des organisations des femmes sur l'existence de ses structures et du faible niveau de qualification des femmes dans ce secteur.

Les contraintes liées à l'implication des acteurs dans les processus d'élaboration, de planification, et de mise en œuvre des projets de gestion des ressources en eau sont liés à :

- L'absence d'opérationnalisation des politiques GIRE ;
- La difficulté pour les structures d'appui et d'accompagnement à internaliser les outils y afférent ;
- La persistance des pesanteurs socioculturelles ;
- La résistance des hommes à partager le pouvoir et à impliquer les femmes dans la prise de décisions au niveau communautaire ;
- L'absence de stratégies cohérentes et de synergies pour la sensibilisation et la formation des différentes prenantes en GENRE et GIRE.
- L'insuffisance de temps pour les femmes de s'impliquer dans les projets compte tenu des surcharges de travail
- La faible implication des acteurs de la base dans l'évaluation diagnostique, dans la planification et l'élaboration des projets ;
- L'insuffisance d'informations et le faible niveau d'alphabétisation des femmes ;
- L'appui des partenaires financiers et techniques est surtout focalisé sur les besoins pratiques et peu sur les intérêts stratégiques des hommes et des femmes ;
- La difficulté d'évaluer l'impact des projets intégrant la dimension GENRE dans la GIRE sur les bénéficiaires ;
- La faible capitalisation des expériences des projets intégrant la dimension GENRE dans la gestion des ressources en eau ;
- La faiblesse des budgets nationaux à allouer au secteur ;
- La faible priorisation du budget genre
- L'absence de stratégies de mobilisation de ressources financières et de documents de projet permettant de négocier le financement.

Les contraintes liées à l'application de l'approche genre dans la gestion environnementale sont liées à :

- La faiblesse de l'implication des femmes dans la formulation, la planification et l'exécution des politiques environnementales ;
- La vulnérabilité de l'environnement : les impacts de la dégradation environnementale sur la vie quotidienne ne sont pas les mêmes pour les hommes que pour les femmes. Lorsque l'environnement se dégrade, les activités quotidiennes des femmes comme la collecte des combustibles et de l'eau nécessitent plus de temps leur laissant moins de temps pour des activités productives. Lorsque l'eau devient rare, les femmes et les

enfants dans les zones rurales doivent faire des distances plus longues pour trouver l'eau. Dans les zones urbaines, ils doivent faire la queue pendant de longues heures autour des points d'eau communaux. Au faible accès et contrôle des ressources : dans plusieurs pays, les droits sont liés à l'état civil de la femme, les veuves ou les femmes divorcées perdent souvent leurs droits. Même dans les pays où la loi garantit l'accès égal à la terre pour l'homme et la femme, les femmes peuvent ignorer leurs droits, les coutumes peuvent aussi exclure les femmes d'une propriété effective.

3. LES DOMAINES PRIORITAIRES POUR LE DEVELOPPEMENT DE STRATEGIES D'INTEGRATION DE L'APPROCHE GENRE DANS LA GESTION DES RESSOURCES EN EAU.

3.1 Genre et gouvernance de l'eau	
Points de concentration	Type d'actions
<p>Evaluer les politiques et programmes régionales sur l'eau ainsi que les instruments de gestion des cours d'eau et prendre en compte de la dimension genre dans les politiques ou programmes régionales sur l'eau et celles régissant les cours d'eau transfrontalier.</p> <p>Faciliter les réformes politiques en faveur de l'intégration du genre dans la GIRE</p>	<p>Développer une politique genre et l'intégrer dans les politiques, lois, textes et stratégies relatifs à la GIRE</p> <p>Créer un cadre de concertation des acteurs à l'échelle régionale et transfrontalière.</p> <p>Intégrer la dimension genre dans les politiques régissant les bassins versants transfrontaliers</p>
<p>Plaidoyer à l'endroit des décideurs politiques, les parlementaires, les gestionnaires des ressources en eau [ex. les organismes de bassins] et les organisations de la société civile qui sont maillons importants pour plaider la cause du genre.</p>	<p>Elaborer un plan d'action et des outils de plaidoyer.</p> <p>Accent particulier sur la bonne pratique d'intégration du genre dans les fora nationaux, régionaux et internationaux afin de favoriser les changements de politique nécessaires et l'examen d'approches alternatives qui pourraient faciliter le processus d'une GIRE sensible au genre.</p>
<p>Promouvoir un leadership féminin pour une meilleure participation des femmes à la GIRE</p>	<p>Actions de Plaidoyer pour une implication effective des femmes dans les structures de gestion de l'eau.</p> <p>Programme de renforcement des capacités pour une meilleure participation des femmes dans les instances politiques de gestion de l'eau.</p>
<p>Faciliter l'accès des femmes intervenant dans le secteur de l'eau (cadres comme membres des associations à la base) aux instances de décision et leur pleine participation au processus de professionnalisation et d'entrepreneuriat aux métiers de l'eau et de l'assainissement</p>	<p>Renforcement de capacité Sensibilisation des institutions Empowerment</p>
<p>Généraliser les points focaux genre dans les institutions politiques de l'eau dans l'espace CEDEAO</p>	<p>Faire un diagnostic institutionnel et organisationnel basé sur une large concertation avec les intéressés.</p> <p>Développement institutionnel</p>

<p>Renforcer les capacités des différents acteurs du secteur et les points focaux genre pour accroître leur sensibilité genre afin qu'ils deviennent des personnes relais pour l'institutionnalisation de l'approche genre dans le secteur de l'eau.</p>	<p>Sensibilisation</p> <p>Renforcement de capacité</p>
<p>Améliorer la connaissance et l'expertise des acteurs dans le domaine du genre et de la gestion des ressources en eau.</p>	<p>Etudes de base pour l'identification des besoins et des groupes cibles prioritaires</p> <p>Développer des modules de formation sur le genre et GIRE</p>
<p>Création d'un environnement institutionnel favorable au recrutement et plan de carrière des femmes dans les métiers de l'eau</p>	<p>Définir des mesures incitatives permettant le recrutement et le plan de carrière des femmes.</p> <p>Renforcer les compétences du personnel chargé de gérer la composante genre dans la gestion de l'eau, particulièrement les femmes.</p>
<p>Capitaliser des expériences et diffuser les résultats de recherches sur le genre et la gestion des ressources en eau.</p>	<p>Inventaire des expériences sur le genre et la gestion des ressources en eau</p> <p>Etudes et recherches sur le genre et la gestion des ressources en eau.</p> <p>Organiser un atelier de restitution</p> <p>Elaborer et diffuser un guide régional sur le genre et la gestion des ressources en eau.</p>
<p>Développer des projets pilotes de démonstration pour refléter la participation effective des femmes, des jeunes et des couches défavorisées dans la gestion des ressources en eau.</p>	<p>Etablir une situation de référence au niveau national et transfrontalier (diagnostic participatif au niveau national et transfrontalier pour identifier les opportunités, les sites potentiels et les acteurs).</p> <p>Organiser des forums nationaux et transfrontaliers pour une planification stratégique des actions avec les acteurs concernés.</p> <p>Développer des mécanismes de financement endogènes.</p> <p>Développement institutionnel</p> <p>Renforcement de capacité</p>
<p>Définir des mécanismes de coordination, de gestion et de suivi évaluation des projets</p> <p>Mettre en place un plan de suivi évaluation qui comportera un plan de suivi évaluation des activités de chaque projet pilote et un plan global de suivi évaluation de l'ensemble des projets pilotes.</p>	<p>Produire un guide de suivi participatif des projets qui reconnaisse et valorise le rôle important des femmes dans ce processus.</p>

Définir des indicateurs permettant de mesurer les impacts des actions des projets pilotes sur les femmes, les jeunes et les catégories sociales pauvres.	Planification en tenant compte de la perspective genre Intégration de la perspective genre dans le cycle du projet et du cadre logique
--	---

3.2 Gestion de la demande en eau	
Points de concentration	Types d'actions
Identifier les besoins spécifiques selon le genre liés à l'eau pour mieux répondre à la demande des populations démunies en particulier, en veillant à l'équité.	Recherche action Politique de subvention Garantir le droit à l'eau (la tarification accrue ne devrait pas réduire la consommation pour la cuisine et l'hygiène). Sensibilisation des femmes et des hommes pour réduire le gaspillage de l'eau.

3.3 Education sur la GIRE dans les écoles.	
Renforcer les capacités des enseignants pour les rendre sensible au genre afin qu'ils puissent en tenir compte dans l'élaboration de curricula et outils pédagogiques.	Sensibilisation Renforcement de capacité
Inciter les filles à s'orienter dans les métiers de l'eau et de l'assainissement en mettant à disposition des bourses spécifiques dans les grandes écoles existantes.	Subvention Encadrement

3.4 Gestion de programmes, de démonstration	
Points de concentration	Types d'actions
Créer une banque de données désagrégées pour les programmes de démonstration.	Mise à jour périodique Suivi -Evaluation
Renforcer les capacités des gestionnaires des programmes de démonstration en capitalisation qui intègre la dimension genre.	Renforcement de capacité
Définir des indicateurs d'intégration du genre dans les programmes de démonstration et appliquer des outils de suivi et d'évaluation	Renforcement de capacité Suivi évaluation

3.5 Genre et eau à usage agricole et irrigation	
Points de concentration	Types d'actions
Analyse des disparités dans l'accès aux ressources productives et aux facteurs de production Analyse de l'accès à l'information et à la formation Analyse de la main d'œuvre en prenant en compte la participation des femmes.	Etudes, élaboration de stratégies et de mesures correctives.

3.6 Genre et environnement	
Points de concentration	Types d'actions
Vulgariser les lois et règlements relatifs au « préleveurs payeurs », « pollueurs payeurs », « protection des bassins versants » au sein des populations riveraines en utilisant des animateurs locaux notamment les associations des femmes.	Renforcement de capacité Sensibilisation pour réduire la pollution de l'eau.
Renforcer les capacités des différents acteurs ainsi que les populations riveraines (homme et femme) sur « genre et GIRE » et les impliquer dans la gestion du bassin versant.	Mobilisation sociale Renforcement de capacité
Proposer des alternatives en assainissement et approvisionnement en eau adaptés au contexte des bassins versants et qui préservent de la pollution.	Installation d'équipements

4. ESQUISSE D'UN PROGRAMME D' ACTIONS

4.1 But et objectif

L'objectif global du programme est de promouvoir l'intégration du genre dans la gestion des ressources en eau en Afrique de l'Ouest. Spécifiquement, il s'agira de **parvenir à créer un équilibre nécessaire dans la participation non seulement des femmes mais aussi des jeunes et de toutes les catégories sociales défavorisées dans les processus GIRE en Afrique de l'Ouest.**

Afin de réaliser ces objectifs, trois résultats sont attendus

1. L'Emergence d'un leadership féminin est promue pour une meilleure participation des femmes dans les structures politiques de gestion de l'eau
2. La connaissance et l'expertise des acteurs sont améliorées dans le domaine du genre et de la gestion des ressources en eau.
3. Des projets pilotes de démonstration sont développées pour refléter la participation effective des femmes, des jeunes et des couches défavorisées dans la gestion des ressources en eau.

4.2 Activités et partenariat

Résultat attendu 1. Emergence d'un leadership féminin est promue en vue d'une meilleure participation dans les structures politiques de gestion de l'eau

- *Développement et mise en oeuvre d'actions de plaidoyer pour une implication effective des femmes dans les structures de gestion de l'eau.*

Les efforts de plaidoyer vont mettre un accent sur la bonne pratique d'intégration du genre dans les fora nationaux, régionaux et internationaux afin de favoriser les changements de politique nécessaires et l'examen d'approches alternatives qui pourraient faciliter le processus d'une GIRE sensible au genre.

Les groupes cibles visés concerneront les décideurs politiques, les parlementaires, les gestionnaires des ressources en eau [ex. les organismes de bassins] et les organisations de la société civile qui constituent des groupes de pressions pour plaider la cause du genre.

Cette activité débutera par la mise en place d'un cadre de concertation des acteurs à l'échelle régionale et transfrontalière. Elle sera suivie de l'élaboration d'un plan et d'outils de plaidoyer. Enfin, il sera procédé à l'organisation d'actions de plaidoyer à l'attention des décideurs politiques, des techniciens et de la société civile.

Les organisations genre ayant des expériences de plaidoirie [centre genre CEDEAO, AFAO, GWA] seront des partenaires privilégiés pour développer le plan et les outils en relation avec l'UCRE et le WAWP.

- *Prise en compte de la dimension genre dans les politiques ou programmes régionales sur l'eau et celles régissant les cours d'eau transfrontaliers*

Il s'agira de faire l'analyse des politiques et programmes régionales sur l'eau ainsi que des instruments de gestion des cours d'eau. L'objectif est de voir dans quelle mesure la dimension genre est prise en compte et quelles sont les mesures correctives à apporter. Particulièrement, on s'intéressera aux politiques régionales [développées dans le cadre de la CEDEAO et de l'AMCOW], ainsi que les instruments juridiques de gestion des bassins transfrontaliers [ex. Charte de l'eau de

l'OMVS, Vision partagée de l'ABN]. Des concertations avec les différentes parties prenantes seront organisées. Ceci devra aboutir à la proposition de mesures pour la prise en compte du genre dans les politiques et programmes régionaux sur l'eau. Les partenaires clés seront le WAWP et les organismes de bassin.

- *Généralisation des points focaux genre dans les institutions politiques de l'eau dans l'espace CEDEAO*
Peu d'institutions chargées de la gestion des eaux [services hydrauliques nationaux, projets eau et certaines organisations régionales oeuvrant dans le domaine de l'eau] disposent de points focaux sur le genre. Pour combler ce gap, il est proposé de renforcer le personnel dans ce domaine afin que les questions spécifiques au genre soient traitées. Ainsi, pour l'ensemble des pays de la CEDEAO ainsi que les organisations travaillant dans ce secteur, il sera procédé à un diagnostic institutionnel et organisationnel basé sur une large concertation avec les intéressés. Ceci devra aboutir à la définition des besoins, des priorités, des moyens nécessaires et du processus d'application de cette mesure.
- *Création d'un environnement institutionnel favorable au recrutement et plan de carrière des femmes dans les métiers de l'eau*
Cette activité vient en complément à celle proposée précédemment pour un renforcer les compétences du personnel chargé de gérer la composante genre dans la gestion de l'eau, particulièrement les femmes. Il s'agira de définir les mesures incitatives permettant le recrutement et le plan de carrière des femmes dans les métiers de l'eau en concertation avec les centres régionaux de formation sur l'eau [EIER ETSHER, CREPA, AGHRYMET], mais aussi avec les services nationaux de l'eau, les différents projets et programmes et même les organismes de bassins.

Résultat attendu 2. La connaissance et l'expertise des acteurs sont améliorées dans le domaine du genre et de la gestion des ressources en eau

- *Élaboration et dissémination d'outils de formation et de sensibilisation sur le genre et la gestion de l'eau.*
Elle débutera par la réalisation d'études de base pour l'identification des besoins et des groupes cibles prioritaires. Sur la base de ces informations, des outils de base nécessaires à la sensibilisation sur le genre et la gestion des ressources en eau seront élaborés. Ces outils et le plan de sensibilisation seront développés avec la collaboration active des centres régionaux de formation sur l'eau [EIER ETSHER, CREPA, les structures d'intermédiation sociales, les ONG sous régionales [AFAO] ainsi que le GWA qui ont déjà une forte expérience dans ce domaine.
L'organisation d'ateliers de sensibilisation sur le genre et la gestion des ressources en eau sera aussi réalisée avec ces mêmes partenaires.
- *Développement et mise en oeuvre d'un programme de formation sur le genre et la gestion des ressources en eau.*
Il s'agira d'établir la situation sur le renforcement des capacités sur le genre et la gestion des ressources en eau. Ceci permettra d'identifier les besoins et les groupes cibles prioritaires et de proposer un plan de formation.
L'élaboration des outils de base sera réalisée avec les centres régionaux de formation sur l'eau [EIER ETSHER, CREPA, AGHRYMET], les structures d'intermédiation sociales, les ONG sous régionales [AFAO] ainsi que le GWA. L'organisation des sessions de formation sur le genre et la gestion des ressources en eau sera aussi réalisée avec ces mêmes partenaires.

- *Capitalisation des expériences et dissémination des résultats de recherches sur le genre et la gestion des ressources en eau*

Cette activité sera réalisée sur la base de

- L'inventaire des expériences sur le genre et la gestion des ressources en eau
- L'inventaire des études et recherches sur le genre et la gestion des ressources naturelles
- L'organisation d'un atelier de capitalisation
- Et de la publication et dissémination d'un guide des ressources régionales sur le genre et la gestion des ressources en eau

Elle se fera en collaboration avec le CREPA, le WAWP et le GWA qui ont déjà une expérience dans ce domaine.

Résultat attendu 3. Des projets pilotes de démonstration sont développés pour refléter la participation effective des femmes, des jeunes et des couches défavorisées dans la gestion des ressources en eau.

- *Etablissement de la situation de référence au niveau national et transfrontalier*

Il s'agira tout d'abord de réaliser un diagnostic participatif au niveau national et transfrontalier pour identifier les opportunités, les sites potentiels et les acteurs. L'organisation de forums nationaux et transfrontaliers permettra de définir les besoins et de réaliser une planification stratégique des actions avec les acteurs concernés. Sur la base de ces éléments, il sera proposé une dizaine de projets pilotes de démonstration amendées et validées par toutes parties prenantes [institutions de gestion de l'eau, organismes de bassins, organisations communautaires de base et structures d'intermédiation sociale.

- *Définition des mécanismes de coordination, de gestion et de suivi évaluation des projets pilotes*

Deux sous activités sont prévues à cet effet.

- La proposition d'un montage institutionnel et des mécanismes de coordination. Il s'agira de proposer un schéma organisationnel permettant une représentation des différents acteurs pour garantir leur participation dans tout le processus de mise en œuvre et d'évaluation des projets pilotes.
- Et la proposition d'un plan de suivi évaluation qui comportera un plan de suivi évaluation des activités de chaque projet pilote sur la base d'indicateurs spécifiques pertinents ; et un plan global de suivi évaluation des dix projets pilotes qui doit permettre d'identifier les leçons à tirer de leur mise en œuvre sur la base d'indicateurs communs pertinents d'impact, de progrès ;

4.3 Budget

Budget global sur 3 ans en Fcfa	
1. études et recherches	Budget estimatif
▪ <i>Analyse des politiques et des instruments de gestion des cours d'eau et proposition de mesures pour la prise en compte du genre à 300 USD par homme jour</i>	1 800 000
▪ <i>Analyse de la situation du genre dans les institutions politiques de l'eau dans l'espace CEDEAO et proposition de mesures pour la nomination de points focaux genres à 300 USD par homme jour</i>	1 800 000
▪ <i>Analyse de la situation et proposition de mesures pour le recrutement et plan de carrière des femmes dans les métiers de l'eau à 300 USD par homme jour</i>	1 800 000
▪ <i>Etudes de base pour l'identification des besoins et des groupes cibles prioritaires pour la sensibilisation à 300 USD par homme jour</i>	1 800 000
▪ <i>Etude des besoins et des groupes cibles prioritaires sur le renforcement des capacités sur le genre et la gestion des ressources en eau à 300 USD par homme jour</i>	1 800 000
▪ <i>Inventaire des expériences, des études et recherches sur le genre et la gestion des ressources en eau à 300 USD par homme jour</i>	1 800 000
▪ <i>Etude de la situation de référence aux niveaux national et transfrontalier pour l'élaboration de dix projets pilotes de démonstration sur le genre et la gestion des eaux à 300 USD par homme jour</i>	3 600 000
▪ <i>Etude institutionnelle et des mécanismes de coordination des projets pilotes à 300 USD par homme jour</i>	1 800 000
Sous total	16 200 000
2. Ateliers	
▪ <i>4 ateliers de plaidoyer à l'attention des décideurs politiques, des techniciens et de la société civile à 3 000 000 par atelier</i>	12 000 000
▪ <i>3 Ateliers de concertation avec les gestionnaires des cours d'eau transfrontaliers à 3 000 000 par atelier</i>	9 000 000
▪ <i>5 ateliers de sensibilisation sur le genre et la gestion des ressources en eau à 5 000 000 par atelier</i>	25 000 000
▪ <i>5 ateliers de formations sur le genre et la gestion des ressources en eau à 5 000 000 par atelier</i>	25 000 000
▪ <i>1 atelier régional de capitalisation expériences sur le genre et la gestion des ressources en eau à 15 000 000 par atelier</i>	15 000 000
▪ <i>2 ateliers régionaux et transfrontaliers pour la définition des projets pilotes de démonstration à 15 000 000 par atelier</i>	30 000 000
Sous total	116 000 000

3. Rapports et publication	
▪ <i>Rapports d'études à 500 000 par rapport</i>	4 000 000
▪ <i>outils de sensibilisation sur le genre et la gestion des ressources en eau</i>	8 000 000
▪ <i>outils de plaidoyer sur le genre et la gestion des ressources en eau</i>	5 000 000
▪ <i>outils de formation sur le genre et la gestion des ressources en eau</i>	8 000 000
▪ <i>guide des ressources régionales sur le genre et la gestion des ressources en eau</i>	8 000 000
▪ <i>plans de formation et de sensibilisation sur le genre et la gestion des ressources en eau</i>	1 000 000
▪ <i>plan de suivi évaluation des projets pilotes de démonstration.</i>	1 000 000
Sous total	35 000 000
4. coordination, communication et évaluation	
▪ <i>Coordonnateur régional à 750 000 par mois [full time]</i>	27 000 000
▪ <i>Finance officer à 600 000 par mois [9 mois]</i>	5 400 000
▪ <i>Staff support à 500 000 par mois [18 mois]</i>	9 000 000
▪ <i>Matériel [laptop, photocopie etc.]</i>	5 000 000
▪ <i>Communication</i>	10 000 000
▪ <i>Evaluation</i>	5 000 000
Sous total	61 400 000
Total partiel	228 600 000
Administrative cost [7.5 pour cent du total]	17 145 000
Total général en Fcfa	245 745 000
En euro	374 636

4.4 Cadre Logique "Intégration du genre dans la gestion des ressources en eau en Afrique de l'Ouest"

	Logique d'Intervention	Indicateurs Objectivement vérifiables	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif Global	Promouvoir l'intégration du genre dans la gestion des ressources en eau en Afrique de l'Ouest	<ul style="list-style-type: none"> ▪ nombre d'institutions et de programmes sur l'eau ayant intégré la dimension genre 	Programmes régionaux sur l'eau	Les institutions de la CEDEAO, les pays, les organismes de bassin, la société civile et les partenaires financiers appuient entièrement le programme de l'UCRE sur le genre et la gestion des ressources en eau. La disponibilité des moyens requis
Objectif Spécifique	Parvenir à créer un équilibre nécessaire dans la participation non seulement des femmes mais aussi des jeunes et de toutes les catégories sociales défavorisées dans les processus GIRE en Afrique de l'Ouest	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ateliers de plaidoyers ▪ Politiques régionales et des bassins fluviaux intègrent la dimension genre dans les textes ▪ Ateliers de formations et de sensibilisations sur le genre et eaux ▪ projets pilotes de démonstrations validées 	Outils de sensibilisation de formation et de plaidoyer Documents de projets pilotes	Engagement des bénéficiaires et des partenaires et moyens requis
Résultats attendus	1. Emergence d'un leadership féminin en faveur de leur meilleure participation dans les structures politiques de gestion de l'eau	<ul style="list-style-type: none"> • Des outils de plaidoyer sont développés et validés par les acteurs clés d'ici 2008 • Au moins 10 actions de plaidoyers sont organisés à l'endroit des décideurs, techniciens et de la société civile • Au moins 5 structures nationales de gestion de l'eau nomment des points focaux genre • Au moins 5 organismes de bassins intègrent dans leurs instruments politiques la question du genre 	Package pour le plaidoyer, rapports d'activités de plaidoyer, Documents politiques d'intégration du genre dans la gestion des bassins transfrontaliers	Engagement politique des Etats Engagement des organismes de bassins transfrontaliers
	2. La connaissance et l'expertise des acteurs sont améliorés dans le domaine du genre et de la gestion des ressources en eau	<ul style="list-style-type: none"> • Des outils de formation et de sensibilisation sur le genre sont développés et validés d'ici 2008 • Des plans de sensibilisation et de renforcement des capacités sont développés et validés d'ici 2008 • Au moins 20 sessions de formation et de sensibilisation sont organisées pour les groupes cibles prioritaires en 2009 et 2010 	Manuels de formation, supports de sensibilisation, rapports de sessions de formation et de sensibilisation, documents de plans de formation et de sensibilisation	Engagement de tous les partenaires et moyens requis disponibles
	3. Des projets pilotes de démonstration sont développés pour refléter la participation effective des femmes, des jeunes et des couches défavorisées dans la gestion des ressources en eau	Au moins une dizaine de projets pilotes de démonstration sont validés et soumis pour financement en fin 2008	10 documents de projets pilotes	Engagement de tous les partenaires, moyens disponibles

Activités		Moyens	Sources d'information sur les progrès:
Résultat attendu 1. Emergence d'un leadership féminin pour une meilleure participation des femmes dans les structures politiques de gestion de l'eau			
A.1.1.	Développement et mise en oeuvre d'actions de plaidoyer pour une implication effective des femmes dans les structures de gestion de l'eau	Consultants Frais ateliers de plaidoyers [4] Frais de communication Frais d'édition et de publication outils de plaidoyer	Outils de plaidoyer Rapports des ateliers de plaidoyer Nombre ou pourcentage de femmes leaders dans les structures de gestion de l'eau
A.1.2.	Prise en compte de la dimension genre dans les politiques régionales et celles régissant les cours d'eau transfrontaliers	Consultants Frais de communication Réunions de concertation (3) Frais d'édition rapports	Textes régionaux sur l'eau
A.1.3.	Généralisation des points focaux genre dans les institutions politiques de l'eau dans l'espace CEDEAO	Consultants Frais d'édition rapports	Rapports des institutions nationales Rapport de consultation
A.1.4.	Création d'un environnement institutionnel favorable au recrutement et plan de carrière des femmes dans les métiers de l'eau	Consultants Frais d'édition rapports	Document de concertation avec les structures nationales Nombres de femmes ayant accès à la formation
Résultat attendu 2. La connaissance et l'expertise des acteurs sont améliorées dans le domaine du genre et de la gestion des ressources en eau			
A.2.1.	Élaboration et dissémination d'outils de formation et de sensibilisation sur le genre et la gestion de l'eau	Experts seniors Frais d'organisation des ateliers (5) Frais d'édition et de publication	Outils de sensibilisation Rapport d'ateliers de sensibilisation
A.2.2.	Développement et mise en oeuvre d'un programme de formation sur le genre et la gestion des ressources en oeuvre	Expert senior Frais d'organisation des ateliers (5) Frais d'édition et de publication	Outils de formation Rapport d'ateliers de formation
A.2.3.	Capitalisation des expériences et dissémination des résultats de recherches sur le genre et la gestion des ressources en eau	Consultant Groupe de travail (5 consultants) Atelier régional (30 participants) Frais d'édition et de publication	Rapport atelier de capitalisation Guide des ressources sur le genre et eau
Résultat attendu 3. Des projets pilotes de démonstration sont développés pour refléter la participation effective des femmes, des jeunes et des couches défavorisées dans la gestion des ressources en eau			
A.3.1.	Etablissement de la situation de référence au niveau national et transfrontalier	Expert senior Consultants nationaux X20 Frais d'organisation des forums (2) Frais d'édition et de publication	Documents de projets
A.3.2.	Elaboration des mécanismes de coordination, de gestion et de suivi évaluation	Experts Frais d'édition des rapports	Document de suivi évaluation

4.5 Chronogramme et partenariat

Résultats	Activités	Chronogramme par trimestre									Partenaires	
		Année 1			Année 2			Année 3				
<u>Résultat attendu 1.</u> Emergence d'un leadership féminin pour une meilleure participation des femmes dans les structures politiques de gestion de l'eau	Développement et mise en oeuvre d'actions de plaidoyer pour une implication effective des femmes dans les structures de gestion de l'eau											centre genre CEDEAO, AFAO, GWA, WAWP, institutions nationales de gestion de l'eau, groupes de pression
	Prise en compte de la dimension genre dans les politiques régionales et celles régissant les cours d'eau transfrontaliers											WAWP, CPCS, AMCOW, organismes de bassin
	Généralisation des points focaux genre dans les institutions politiques de l'eau dans l'espace CEDEAO											Institutions nationales, WAWP
	Création d'un environnement institutionnel favorable au recrutement et plan de carrière des femmes dans les métiers de l'eau.											EIER ETSHER, CREPA, AGHRYMET, les services nationaux de l'eau, les différents projets et programmes et même les organismes de bassins.
<u>Résultats attendus 2.</u> La connaissance et l'expertise des acteurs sont améliorés dans le domaine du genre et de la gestion des ressources en eau	Élaboration et dissémination d'outils de formation et de sensibilisation sur le genre et la gestion de l'eau											CREPA, centre genre CEDEAO, AFAO, GWA, WAWP, structures d'intermédiation sociales
	Développement et mise en oeuvre d'un programme de formation sur le genre et la gestion des ressources en oeuvre											centre genre CEDEAO, AFAO, GWA, WAWP, structures d'intermédiation sociales, AGHRYMET, CREPA, EIER ETSHER
	Capitalisation des expériences et dissémination des résultats de recherches sur le genre et la gestion des ressources en eau											AFAO, WAWP, CREPA, centre genre CEDEAO
<u>Résultat attendu 3.</u> Des projets pilotes de démonstration sont développés pour refléter la participation effective des femmes, des jeunes et des couches défavorisées dans la gestion des ressources en eau	Établissement de la situation de référence au niveau national et transfrontalier											WAWP, organismes de bassin, institutions nationales de gestion de l'eau, structures d'intermédiation sociales
	Elaboration des mécanismes de coordination, de gestion et de suivi évaluation											WAWP, organismes de bassin, institutions nationales de gestion de l'eau

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Christine van Wijk-Sijbesma, 1998. Le Genre dans la Gestion des Ressources en Eau, L'Approvisionnement en Eau et Assainissement - Revue des Rôles et Réalités
33-E Séries de Documents Techniques
Centre International de l'Eau et l'Assainissement (IRC)
P.O. Box 2869, 2601 CW Delft, Pays Bas

Etude CREPA 2003 : Recherche sur les rapports de genre dans le secteur de l'approvisionnement en eau potable, Hygiène et assainissement.
Rapport de synthèse.

GIRE/DGH, Burkina Faso, 2000. Etat des lieux des ressources en eau et leur cadre de gestion.

Mame Dagou DIOP, 2003. « Pour un document cadre axé sur l'intégration du genre dans la gestion des ressources en eau en Afrique de l'Ouest ». *Running water n 11* pp 12-15. Partenariat Ouest Africain de l'Eau (WAWP/GWP). Disponible à : http://www.gwpforum.org/gwp/library/Maq%20Running%20N11_PDF.pdf

Maria Ace, 2003. Etablir les bases pour un plan d'action Africain. *Running water n 11*, pp 17-19 Partenariat Ouest Africain de l'Eau (WAWP/GWP). Disponible à : http://www.gwpforum.org/gwp/library/Maq%20Running%20N11_PDF.pdf

Joséphine Ouédraogo, 2003 : « Femmes et gestion des ressources en eau en Afrique de l'Ouest ». *Running water n 11* pp 20-23, Partenariat Ouest Africain de l'Eau (WAWP/GWP). Disponible à : http://www.gwpforum.org/gwp/library/Maq%20Running%20N11_PDF.pdf

D. Allély, O. Drevet, J. Etienne, J. Francis, A. Morel-à-l'Huissier, G. Verdelhan Cayre, P. Chappé (1999). Eau, genre et développement durable. Expériences de la coopération française en Afrique subsaharienne

Alan Gelb, 2001. « Genre et développement : Un potentiel occulté en Afrique ». *Development Outreach, Vol. 3, N°2*, printemps 2001. Institut de la Banque Mondiale. Disponible à : www.worldbank.org/devoutreach; www.genreenaction.net

OCDE, 1995. Le rôle des femmes en Afrique dans la gestion des ressources en eau : le regard de l'OCDE. Document de travail de l'OCDE d'après séminaire. www.guinness.net

Anna Grossman A, N. Johnson, et al, 2003. *Diverting the Flow: A Resource Guide to Gender, Rights and Water Privatisation*.

This publication is a resource guide for policymakers, and human rights, environmental, and economic and gender justice advocates working on global policy, to examine the impact that the privatisation of goods and services like water has on the livelihoods of women, particularly poor women.

Available at: <http://www.wedo.org/files/divertingtheflow.pdf>

Aguilar, Lorena. 2004. *Fact sheet: Gender Indicators*, IUCN - Community Conservation Coalition.

Available at :

http://www.iucn.org/themes/spg/portal/seminar/background_papers/iucn_documents/gender/protected_areas.pdf

GWA, 2006. Guide des ressources sur le genre et la gestion des ressources en eau

Agarwal, B, 1994. *A Field of One's Own: Gender and Land Rights in South Asia*, Cambridge: Cambridge University Press.

Ahmed, S, 1999. "Changing gender roles in irrigation management: Sadguru's lift-irrigation co-operatives," *Economic and Political Weekly*, 34(51), pp. 3596-3606.

Chancellor, F., Hasnip, N. and D. O'Neill, 1999. *Gender-sensitive Irrigation Design (Part 1)*, OD143, HR Wallingford Ltd., OX10 8BA, UK.

Cleaver, F, 1998. "Incentives and informal institutions: Gender and the management of water," *Agriculture and Human Values*, 15, pp. 347-360.

Economic Commission for Africa (CEA), 1999. *Evaluation Report: Women and Environment*. Sixth Regional Conference on Women: Half-way evaluation concerning the implementation of recommendations of Dakar platform and Beijing Action Plan. Available at: <http://www.uneca.org/publications1.htm>

Population Reference Bureau, 2002. *Women, men, and environmental change : the gender dimensions of environmental policies and programs*. Washington, DC. Available at: www.measurecommunication.org or www.prb.org

Rathgeber, Eva, 2003. *Dry Taps... Gender and Poverty in Water Resource Management*. Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO). www.fao.org

United Nations Environment Program (UNEP); 2004. *Women and the Environment: Policy series briefing*. DEP/0527/NA, May 2004/03-63959 <http://www.unep.org>

Women and Development Commission, 2004. *Gender and Environment*. Available at: www.dgcd.be/fr/themes/gender/cfd.html